

MINISTÈRE DE L'ÉCOLOGIE, DE L'ÉNERGIE,
DU DÉVELOPPEMENT DURABLE ET DE LA MER
en charge des Technologies vertes et des Négociations sur le climat

Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement
et du logement de Poitou-Charentes

Niort, le 5 octobre 2010

Unité territoriale de la Charente-Maritime et des Deux-Sèvres

**RAPPORT DE L'INSPECTION
DES INSTALLATIONS CLASSEES**

Objet : Proposition d'arrêté préfectoral complémentaire

Copie : /

SIEGE SOCIAL : S.A à directoire RIBOULEAU MONOSEM
12 rue Edmond Ribouveau
79240 LARGEASSE

**ETABLISSEMENT
CONCERNE :** Usine Est
Rue Adrien Violeau
79240 LARGEASSE

Action de Recherche et de Réduction des Rejets de Substances Dangereuses dans l'Eau (RSDE)

Suite à l'adoption de la Directive Cadre sur l'eau 2000/60/CE du 23 octobre 2000, le Ministère en charge de l'environnement a mis en œuvre une action nationale de recherche et de réduction des rejets de substances dangereuses dans l'eau par les installations classées (RSDE).

En application de la circulaire du 5 janvier 2009 relative à la mise en œuvre de cette action, la société RIBOULEAU MONOSEM est concernée par cette action, de la manière suivante :

- établissement soumis à autorisation exerçant les activités industrielles suivantes : traitement de surface classée sous la rubrique n° 2565 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement

En conséquence, le projet d'arrêté préfectoral complémentaire ci-joint prescrit :

- une **surveillance initiale** des substances représentatives du secteur d'activité de l'établissement (ou des substances pour lesquelles on observe un dépassement de la norme de qualité du milieu).

Cette liste de substances a été établie au niveau national après examen des résultats des mesures effectuées dans les rejets aqueux des établissements de même secteur d'activité, pendant la première phase de l'action nationale RSDE. L'exploitant a pu se prononcer sur l'absence ou non de certaines de ces substances dans les rejets de son installation. Ainsi, l'exploitant a indiqué, par une transmission du 1^{er} octobre 2010, que l'intégralité des substances retenues fera l'objet de la mise en place des contrôles.

- la remise d'un **rapport d'analyses** par l'exploitant qui permettra de déterminer quelles substances doivent être surveillées de façon pérenne sur le site,
- la **surveillance pérenne** des substances qui seront jugées comme pertinentes au vu des résultats de la surveillance initiale,
- la réalisation par l'exploitant d'une étude technico-économique accompagnée d'un échéancier de réduction ou suppression des émissions de certaines substances jugées pertinentes,
- la remise par l'exploitant d'un **rapport d'analyses** qui permettra de déterminer quelles substances doivent être abandonnées suite, notamment, à une amélioration de la qualité des rejets.

Ce projet d'arrêté devra être soumis à l'avis du CODERST comme le prévoit l'article R.512-31 du code précité.